

Tchad : grâce à un contrat social, les réfugiés prennent des responsabilités dans les camps du sud



Ouverture des travaux par le Maire de la Ville de Goré Photo ©UNHCR/A. NGARGOUNE

Aristophane Ngargoune
P.I. Associate, UNHCR Goré

Goré, 19 mai 2017 (UNHCR)- La Sous-Délégation du HCR de Goré, dans le sud du Tchad, et son partenaire Ades (Agence pour le développement économique et social) ont organisé les 18 et 19 mai 2017 un atelier sur le contrat social dans les camps des réfugiés centrafricains.

Le contrat social consiste à assurer un leadership fort des réfugiés, les leaders communautaires, et les services déconcentrés de l'Etat dans la gestion des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans les camps. C'est un transfert de responsabilité, de compétences et un renforcement des capacités des réfugiés et des structures gouvernementales. C'est une action conjuguée du HCR, des réfugiés, des ONG partenaires et des services techniques de l'Etat.



Présentation du chargé Eau/Hygiène/Assainissement du HCR Goré
Photo ©UNHCR/A. NGARGOUNE

Les participants à l'atelier étaient le personnel du HCR, la CNARR, le staff de Ades, les leaders réfugiés, les délégués des services de l'Hydraulique des départements des deux Logones et Tandjilé, du Moyen Chari, du Mandoul et du Salamat et les autorités de la ville de Goré.

Les discussions ont porté sur la promotion de la conduite des activités Eau, Hygiène et

Assainissement par les réfugiés pour renforcer l'autonomisation dans la gestion des ressources en eau, la réalisation d'infrastructures d'assainissement et la sensibilisation à l'hygiène ainsi que la sortie de ce secteur de service de l'approche humanitaire ; la mise en place d'un cadre institutionnel et opérationnel efficace et durable sous le leadership des réfugiés, permettant d'assurer l'effectivité des services d'accès à l'eau et à l'assainissement.

Il ressort des discussions pendant les deux jours de l'atelier, la nécessité de renforcer le système communautaire de recouvrement du coût de l'eau, la création d'un réseau de proximité de vente des pièces de rechange des pompes à motricité humaine et la reconnaissance juridique des réfugiés artisans réparateurs.



Une séance de travail en groupe Photo ©UNHCR/A. NGARGOUNE

Dans son discours de clôture, Miney Toloum Joseph, Maire de la ville de Goré, a réitéré l'implication totale du Ministère de l'hydraulique dans l'approche du contrat social.

En termes d'acquis, au 31 mars 2017, le taux d'accès à l'eau potable pour les réfugiés qui vivent dans les six camps de la Sous-Délégation du HCR de Goré est de 100% et 66% de taux de couverture en latrine familiale.

Les participants à l'atelier ont fait des recommandations pertinentes dans la vision du passage de l'assistance humanitaire à l'aide au développement qui sera notamment marqué par un retrait progressif de l'assistance humanitaire dans le secteur d'approvisionnement en eau dans les camps du sud à partir du mois de Juin 2017.



Photo de groupe des participants Photo ©UNHCR/A. NGARGOUNE